

LA SEMAINE

BI - HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

Du 04 au 08 mars 1993

LA SEMAINE

N° 104

Directeur de la Publication : AMISI KILOSHO

Téléphone : 45656

Kinshasa : 1.500.000 Z -

Au centre d'un odieux marchandage entre Mobutu et ses alliés occidentaux

Melissa Wells sacrifiée ?

● En échange, Mobutu laisserait tomber Ngbanda et Vunduawe

Des sources concordantes affirment que le maréchal Mobutu serait prêt à faire la toilette dans son entourage. Le Président de la République entend ainsi s'entourer de personnalités plus ouvertes et disposées à oeuvrer pour la poursuite du processus démocratique. Par ailleurs, M. Mobutu réagirait ainsi à des pressions aussi bien intérieures qu'extérieures, notamment les rappels à l'ordre de l'Occident pendant son récent séjour en France. C'est ainsi qu'il aurait consenti certaines concessions.

Parmi les concessions du Chef de l'Etat, figurerait le lâchage de ses collaborateurs immédiats qualifiés de durs. Notre source cite

notamment MM. Vunduawe Te Pemako et Ngbanda Nzambo ko Atumba. Pour sa part, l'Occident serait prêt à faire certaines faveurs au dictateur zaïrois. On parle notamment du rappel de l'ambassadeur des Etats-Unis à Kinshasa, Madame Melissa Wells.

Si cette information se vérifiait, Mobutu aura réussi à se débarrasser d'une dame à qui l'opinion attribue beaucoup de pouvoirs en matière de renversement des dictateurs. Mme Melissa Wells est en effet adulée par le public zaïrois pour ses prises de position contre le régime fort de Kinshasa. De sorte que ses déclarations publiques, ou même ses apparitions

sont très applaudies. Dans l'imaginaire collectif, c'est le Président Mobutu qui, excédé par les prises de position de William Harrop, prédecesseur de Mme Mellisa Wells, aurait demandé le rappel de ce diplomate.

Les rapports entre Washington et Kinshasa se sont prêtés, pendant longtemps, à ce genre de «marchandages» qui ont vu partir un ambassadeur américain impliqué dans le «coup monté et manqué» de 1975. Ce diplomate avait la réputation d'avoir, quelques mois plus tôt, participé activement à la chute de Salvador Allende au Chili. Après une période d'accalmie, ce sera au tour de John Foster Oklay

de faire les frais de la roublardise qui caractérise les rapports entre Mobutu et ses alliés occidentaux.

Rien n'a jamais confirmé ces départs qu'on attribue à M. Mobutu. Même si le rappel de l'ambassadeur français Henri Rethore a été commenté dans le même sens, alors que ce dernier se trouvait fin mandat. Il se fait que tous les diplomates qui se montrent durs à l'endroit du dictateur zaïrois partent au moment où l'opinion zaïroise commence à leur attribuer des vertus de libérateurs.

(Lire article en page 8)

V. Munda

Vunduawe, Ngbanda, Mavua bientôt épurés du sérail présidentiel

● Les «colombes» Beyeye, Nkema et Nzapa arrivent...

Selon des sources proches de la Présidence de la République, l'actuelle ambassadeur des Etats-Unis au Zaïre, Mme Melisa Wells pourrait être rappelée dans son pays d'ici deux mois. Le départ de Melissa serait la part de concession de Washington en échange des ouvertures que Mobutu aurait consenti après ses tractations diplomatiques en France. Le Chef de l'Etat s'apprêterait, semble-t-il à «pacifier» la Présidence de la République en rappelant ses hommes modérés qui ont été mis «à la réserve de la nation».

Ainsi croit-on s'attendre à une décrispation politique surtout du côté de la Présidence où évolue une véritable équipe de kamikaze dont l'objectif serait d'en découdre avec l'opposition, mais également avec l'Occident. De ce côté, il convient de noter que Melissa fait partie du carré des diplomates dits durs pour le pouvoir au Zaïre. Elle remplaçait, à son arrivée, M. William Harrop qui était tout aussi dur. On ne sait pas, jusqu'à ce jour, la portée des concessions consenties par l'Occident, mais les observateurs scrutent déjà l'horizon, se demandant quel accueil l'homme de la rue va réserver au départ d'une dame à qui on attribue tant de courage et de pouvoir pour faire partir les dictateurs.

La démocratisation du Zaïre se fera comme un accouchement par césarienne : délicat et pénible autant pour les accoucheuses que pour la future mère. Les opérateurs politiques de tous les bords, à gauche ou à droite du pouvoir et voire au centre auront éprouvé, tout compte fait, la même peine que le petit peuple au nom de qui tout le monde parle avant de voir une société réellement démocratique naître des cendres d'un pays laminé par cinq années d'une Première République partie d'un mauvais pied le 30 juin 1960, vingt cinq ans d'une Deuxième République autocratique et bientôt trois ans d'une transition qui n'en finit pas de commencer et au cours de laquelle trop de sang a été versé.

Le train du changement s'est cependant inexorablement ébranlé

vers le cap de la démocratisation. La pression intérieure, et sans doute de bien plus la pression extérieure pèse sur les différents décideurs.

Parmi ceux-ci figure en bonne place le maréchal Mobutu Sese Seko qui se dit initiateur, seul devant sa conscience, du processus de démocratisation; aux yeux de nombreux observateurs cependant, principal obstacle à ce processus. Entre autres difficultés qu'il éprouve, se trouve celle de présenter l'image d'un démocrate consommé même si l'opinion nationale ne l'entendra point de cette oreille convaincue qu'on naît dictateur comme on naît blanc ou noir...

Le sérail politique du Maréchal Mobutu, au regard de sa composition, a même constitué des éléments pour nombreux observateurs pour

affirmer la main sur le coeur que le Mont Ngaliema est loin de s'ouvrir à la démocratie. Les «hommes du Président» actuels ont été qualifiés à l'intérieur tout comme à l'extérieur des «faucons» au point où d'aucuns se sont posés la question sur l'opportunité de leur avènement dans une cour présidentielle appelée désormais à négocier, à toujours négocier.

Les événements ont contre eux donné raison à ceux qui voyaient en eux des hommes qui n'entendent qu'imposer le langage des armes. C'est entre autres fort de cette conviction, après un malhabile coup de prise d'otages au Palais du Peuple le 24 février 1993 par l'Armée, que le HCR pose comme un des préalables à la rencontre politique avec le Chef de l'Etat le châtiment des initiateurs de cette opération terroriste. Le doigt accusateur est pointé vers le général Eluki Monga Aundu, chef d'Etat-Major général des Forces Armées Zaïroises, nommé au lendemain des pillages de fin janvier dernier.

Le Président Mobutu dans ses démarches politiques en vue de se refaire une image dans les chancelleries occidentales a rencontré la même conviction. Il a été rappelé à l'homme fort du Zaïre que son entourage ne facilite point le dialogue avec l'opposition.

Selon des milieux généralement bien informés le maréchal Mobutu aurait souscrit à l'exigence de ces différentes sources de pression. Aussi prépare-t-il une profonde

toilette de son entourage politique immédiat.

Les géoliers du Président

En effet, M. Mobutu va faire appel à des hommes de son sérail qui ont laissé une image «pacifique» dans l'opinion nationale pour s'occuper de ce qui semblerait être la négociation du dernier virage qui conduit à la Troisième République. Le conseiller spécial Ngbanda Nzambo Ko Atumba, diabolisé à l'extrême, devra laisser le Conseil National de Sécurité à M. Nkema Liloo, celui-là même qui y était au moment où M. Mobutu devait annoncer, le 24 avril 1990, le processus de démocratisation au Zaïre. Ce technicien fut remplacé en mai 1990 par Me Nimy Mayidika Ngimbi, chargé de donner un «visage humain» aux services. Nkema fût nommé ambassadeur à Londres.

Selon les mêmes sources, l'Amiral Mavua Mudima va devoir laisser son bureau de l'avenue de la Justice à M. Nzapa Kengo, un homme dont le nom paraît nouveau mais qui aurait à son avantage la discrétion et l'efficacité. Le futur administrateur-général du SNIP occupait jusqu'avant le 11 février 1993 les fonctions d'Administrateur-général du SNIP, département extérieur. Il est préparé à l'Amiral Mavua, pour sa part, le stratégique Ministère de la Défense nationale dans le prochain Gouvernement quel qu'en soit le formateur.

Le coup de balai présidentiel

ira jusque dans son bureau, ou selon les sources proches de la Présidence, le professeur Vunduawe Te Pemako sera, appelé à d'autres fonctions. Le Maréchal Mobutu s'apprêterait à faire venir à la tête de son bureau M. Beyeye Djema, actuel Président-délégué général à l'Office des Douanes et Accises (OFIDA).

Beyeye Djema est un des hommes les plus connus et relativement bien introduits dans tous les milieux politiques tant du pouvoir que de l'opposition. L'homme serait un ami personnel de la famille où il a eu pendant longtemps à assurer des répétitions des leçons aux enfants du Chef de l'Etat. Licencié en psychologie du travail de l'Université de Kisangani en 1977, Beyeye s'est tapé une notoriété dans les négociations réputées difficiles.

Les vieux nouveaux hommes du Président n'auront certes pas la tâche facile tant il est vrai que le Maréchal Mobutu n'est pas «prisonnier» que des «faucons» à faire partir. Ses géoliers se comptent aussi bien dans «la mafia économique-financière» nationale, comme l'avait dénoncé le Pr Vunduawe, alors aigri du MPR, sa famille politique, sa famille biologique et les princes des armées qui veillent sur, les droits acquis. Négocier la phase finale de démocratisation sans heurt, c'est aussi savoir extirper Mobutu des carcans de ses géoliers.

Amisi Kilosho